



Arrêté concernant la circulation routière

(Du 21 février 2020)

Lieu : Neuchâtel, avenue du Mail 95 (Tennis du Mail)

Type d'arrêté : Arrêté sur terrain privé, parcelle N° 17459 du cadastre de Neuchâtel.

Le Conseil communal de la Ville de Neuchâtel;

Vu la requête du 11 février 2020;

Vu la loi fédérale sur la circulation routière, du 19 décembre 1958;

Vu l'ordonnance sur la signalisation routière, du 5 septembre 1979;

Vu la loi cantonale d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière, du 1^{er} octobre 1968 et son arrêté d'exécution, du 4 mars 1969;

Arrête :

Article premier,-

Le stationnement est interdit, excepté pour les clients du restaurant et pour les membres du Tennis du Mail sur les places de parc marquées sur la parcelle N° 17459 du cadastre de Neuchâtel, propriété de la ville de Neuchâtel, par le service des Domaines, Faubourg du Lac 3 à Neuchâtel (signal fig. 2.50 O.S.R. « Interdiction de parquer» avec plaque complémentaire « Excepté clients du restaurant et membres du Tennis du Mail » placé à l'entrée Ouest de la zone de stationnement).

Art. 2.-

Le présent arrêté peut être consulté auprès du Service Communal de la Sécurité, 6, Faubourg de l'Hôpital à Neuchâtel ou sur le site Internet : www.neuchatelville.ch

Art.3.-

Les contrevenants au présent arrêté seront punis conformément à la législation fédérale ou cantonale.

Neuchâtel, le 21 février 2020

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL:

Le président,


Thomas Pacchinetti

Le charcelier


Rémy Voirol

Décision . approuvé ce jour

Neuchâtel, - **3 MARS 2020**

Service des ponts et chaussées :

L'ingénieur cantonal

Nicolas Merlotti



La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les 30 jours dès la publication dans la Feuille officielle, en deux exemplaires, auprès du Département du développement territorial et de l'environnement, Château, 2000 Neuchâtel. Le recours doit être signé et indiquer la décision attaquée, les motifs, les conclusions et moyens de preuve éventuels. En cas de rejet, même partiel, du recours, des frais de procédure sont généralement mis à la charge de son auteur. .